

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

Finance verte : l'Afrique veut un marché carbone souverain

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

L'ARGENT, le nerf de la guerre, a dominé hier les débats des trois groupes de travail. Dans le groupe de travail sur les financements innovants, un rapport du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et présenté par Carlos-Manuel Rodriguez, CEO de Global Environment Facility a servi de base de discussions aux ministres, experts et membres de la société civile.

On retiendra que le marché carbone a un grand potentiel, qu'il est en gestation et basé sur une démarche volontaire. À ce sujet, les pays africains veulent que ce marché carbone devienne un "marché carbone souverain". En un mot qu'il fonctionne comme un marché classique, où la fixation du prix se fait selon la loi de l'offre et de la demande pour

une meilleure rétribution des efforts de protection des forêts tropicales. Tel qu'il fonctionne aujourd'hui, la fixation des prix par tonne de carbone séquestrée n'est pas faite par les pays à qui appartiennent les forêts, mais par ceux qui veulent compenser leurs pollutions. "Ce qui n'est pas juste", ont affirmé plusieurs intervenants.

La ministre congolaise du Climat a clairement affirmé la nécessité de passer à un marché carbone souverain. Ainsi, soutient-elle, la tonne de carbone séquestrée pourrait se monnayer entre 50 et 150 dollars, contre 10 à 30 dollars sur le marché carbone volontaire. Pr Lee White, ministre gabonais de la Forêt, a renchéri en demandant "un prix juste des services de la nature, d'une redevance biodiversité".

Élizabeth Maruma Mrema, directeur exécutif adjoint du Programme des Nations unies pour



Photo: Line R. ALOMO

Les panélistes du groupe de travail sur la finance verte

l'Environnement a estimé que "le prix du carbone ne doit pas être fixé par une seule partie. Il faut des prix efficaces pour mieux

protéger les forêts".

Quant à Yannick Glemarec, directeur exécutif du Fonds du Climat vert, il a estimé qu'il faut structurer le marché carbone, avec des intermédiaires, des vendeurs de crédits carbone et des acheteurs. Par ailleurs, ce spécialiste de la finance verte a appelé les États à s'accorder sur le narratif : nombreux sont réticents à venir sur le marché carbone car ceux qui se sont aventurés se sont faits conspuer dans les médias et réseaux sociaux par la société civile qui pense que c'est une licence accordée aux pollueurs.

Place au panel de haut niveau !



Photo: DR

Le Président Denis Sassou Nguesso à son arrivée pour le One Forest Summit.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE One Forest Summit, qui a débuté hier, avec la session ministérielle, s'ouvre officiellement aujourd'hui au Palais de la présidence de la République avec la participation de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, hôtes du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Emmanuel Macron (France), co-président du sommet, Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Archange-Félix Touadera (Centrafrique), Carlos Villa Nova (Sao-Tome y Principe), Teodoro Obiang Nguema, qui arrive ce

matin, et les Premiers ministres du Tchad, du Cameroun et du Burundi sont parmi les dirigeants qui participeront au panel de haut niveau de ce jour.

Au programme, il est prévu, entre autres, les propos introductifs des deux co-présidents, Ali Bongo Ondimba et Emmanuel Macron, ainsi que leurs discours de clôture de cet événement. La parole sera également donnée aux nombreuses personnalités de tous les horizons. Ledit panel, dont l'objectif principal est de renforcer les mécanismes de financement de la préservation des forêts et de la biodiversité, s'ouvre en milieu d'après-midi et sera clôturé en début de soirée.

Frans Timmermans : "Ce sommet nous donne une feuille de route pour le futur"

DANS ce mini-entretien accordé à L'Union, Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, commissaire pour la politique d'action sur le climat, en charge du Pacte Vert se prononce sur les enjeux du "One Forest Summit".

Propos recueillis par Hans NDONG
MEBALE
Libreville/Gabon

L'Union : Que répondez-vous à ceux qui considèrent que le "One Forest Summit" auquel vous participez est un rendez-vous de trop dans la série de ces sommets consacrés à la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement ?

Frans Timmermans : Je suis en désaccord avec ceux qui le disent, car il faut qu'on se concentre aussi sur les enjeux spécifiques liés à la Forêt. On doit relier la crise climatique avec la crise de la biodiversité et c'est dans la forêt que tous les deux convergent. Les solutions qu'un pays spécifique comme le Gabon a trouvées, peuvent aider l'humanité entière à comprendre comment avancer avec les forêts. **Comment être certain que les engagements qui seraient éventuellement pris à Libreville, contrairement à d'autres ailleurs, seront tenus ? Et quelles garanties peut offrir l'Union européenne à cet égard ?**

Pour nous la relation avec l'Afrique est primordiale. Notre sort est lié à celui de l'Afrique. Donc si les choses ne vont pas bien



Photo: DR

Frans Timmermans lors de son entretien avec le président Ali Bongo Ondimba.

ici, cela a des effets immédiats sur l'Union européenne. Ce n'est pas seulement par solidarité ou altruisme qu'on le fait, c'est parce que c'est dans notre intérêt de le faire. Et c'est la meilleure motivation pour une action politique et c'est dans ce cadre que nous avons une responsabilité spécifique vis-à-vis de l'Afrique. Ce sommet nous donne une feuille de route pour le futur, car on n'a pas encore fini avec les changements climatiques.

Comment convaincre les populations victimes du conflit homme-faune de la justesse et

de la nécessité absolue de ce combat en faveur de la sanctuarisation des forêts qui les entourent ?

Pour moi, il est important de comprendre que les gens veulent se sentir du côté de la solution et non du problème. Si on ne sait pas comment arriver à la fin du mois, la fin du monde ne nous concerne pas trop. Donc si on veut avoir le soutien de la population pour sauvegarder la biodiversité, il faut se rendre compte qu'il y a une question sociale à résoudre. L'injustice sociale mène à une paralysie de la société.